



Pendant les élections municipales,

Section du Parti Socialiste d'Aubervilliers – 167, rue André Karman – 01.48.33.53.43 – www.ps-aubervilliers-section.com

Janvier
2008

Nicolas Sarkozy et sa majorité continuent...

Pouvoir d'achat : le président d'aujourd'hui tacle le candidat d'hier !

À l'occasion de ses vœux aux forces vives, Nicolas SARKOZY est revenu sur la question du pouvoir d'achat.

Le Président indique qu'il n'est pas possible de donner aujourd'hui du pouvoir d'achat aux Français. Cet aveu d'impuissance de ses propres engagements de campagne signe l'échec de la politique qu'il a menée au cours des premiers mois de son mandat.

Comment admettre qu'il estime impossible de donner du pouvoir d'achat sans contreparties, lui qui a accordé 15 milliards de cadeaux fiscaux aux ménages les plus aisés et aux entreprises sans jamais rien leur demander en retour ?

Il est bien tard pour dire que le pouvoir d'achat suppose de la croissance, mais elle n'est pas au rendez-vous. Pas plus sur la justice sociale et ce sont donc les Français qui vont offrir par leurs impôts et la stagnation de leurs revenus, la contrepartie aux cadeaux accordés par Nicolas SARKOZY à ses clientèles.

Pour le Parti socialiste, il est possible et surtout impérieux d'agir en faveur de la revalorisation du pouvoir d'achat des ménages modestes.

Nous réclamons donc, d'une part, l'annulation du paquet fiscal aussi injuste qu'inutile et, d'autre part, l'utilisation des marges de manœuvres ainsi dégagées pour mettre en place des mesures d'urgence en faveur du pouvoir d'achat (revalorisation immédiate de 5 % des petites retraites, chèque transport, diminution de la TVA sur les produits de première nécessité, respect de la loi sur le logement social) !

Conditions sociales et santé : les politiques de la droite creuse les inégalités !

Une étude publiée dans la revue Population et Société de janvier 2008 intitulée "La double peine des ouvriers" nous confirme que les ouvriers vivent moins longtemps que les cadres.

Cette étude mise en relation avec les chiffres de l'INSEE nous montre que la différence d'espérance de vie selon les catégories

socioprofessionnelles est de 10 ans. Elle continue donc d'augmenter. Cette accentuation de l'écart résulte d'une dégradation de la politique de santé publique, de santé au travail et des conditions de travail. Elle confirme la profonde inégalité sociale devant la santé.

Ce constat démontre également le caractère injuste et erroné du

slogan porté par la droite, consistant à exiger l'harmonisation à marche forcée des durées de cotisations et d'âge d'accès à la retraite.

L'inégalité de l'espérance de vie et la différence de pénibilité professionnelle constituent plus que jamais, des critères décisifs pour approcher et tenter de régler la question des retraites.

Le gouvernement fait l'impasse, sur tous les enjeux de la vie sociale. Il évacue dans les faits, les questions de qualité d'emploi, de conditions et d'organisation du travail, sans parler des problèmes liés à la généralisation du travail en flux tendu et à l'expansion des maladies professionnelles.

A l'inégalité de revenus et de patrimoines, s'ajoute l'aggravation de la plus grande des injustices : celle devant la vie !

Après les municipales, le pire est à venir !

Lors des vœux du gouvernement au Président de la République, François Fillon a clairement annoncé la stratégie qui sera celle du gouvernement. En 2007, nous n'avons encore rien vu, les vraies réformes sont pour 2008 : « réforme du marché de l'emploi » pour plus de flexibilité et de précarité, « réforme de l'économie » pour donner plus aux entreprises et moins aux salariés, « réforme des institutions » pour donner plus de pouvoir au président de la République, « réforme de nos prélèvements obligatoires » qui vont augmenter (tva sociale, ..), « réforme de notre système de santé » pour une médecine à deux vitesses.

D'autre part, la volonté de François Fillon d'accroître la productivité du travail - qui est déjà la plus élevée au monde - et le volume de travail, laisse perplexe quant aux conséquences que cela implique pour l'ensemble des salariés.

A travers ce projet, c'est l'équilibre économique, physique et psychologique des salariés qui sera mis en péril. Quant à la remise en ordre des finances publiques, vu l'état dans lequel elles se trouvent aujourd'hui, il reviendra encore aux Français de payer la note.

Voilà ce à quoi les Français doivent s'attendre, le pire est à venir.

Les récentes déclarations du Président de la République et maintenant celles de François Fillon, confirment qu'il y a deux projets de société qui s'affrontent, celui de la droite et celui du Parti socialiste.

Les municipales seront l'occasion pour les Français de s'exprimer à la fois pour un choix politique au niveau local et aussi sur le projet de société de Nicolas Sarkozy.

Le Parti socialiste entend être utile aux Français, dès le mois de mars, pour porter au niveau local une aide aux Français et un projet politique alternatif.



Section socialiste d'Aubervilliers
167, rue André Karman
93300 Aubervilliers
01.48.33.53.43
www.ps-aubervilliers-section.com

Défense de la laïcité : la République n'a pas besoin de croyants mais de citoyens, croyants ou non !

Les trois récents discours du Président de la République à Constantine et au Latran en décembre, à Ryad ces derniers jours, par leur insistance inhabituelle et troublante à promouvoir le rôle « incontournable », « indispensable » des religions dans nos sociétés ont heurté et inquiété les socialistes et bien au-delà, les citoyens.

Ces propos par lesquels le Président s'exprimait non pas « au nom du peuple français » mais « au nom des chrétiens » sont en rupture avec la tradition républicaine et la loi de 1905 de séparation des églises et de l'Etat. La République n'a pas besoin de croyants mais de citoyens, croyants ou non. Le jugement selon lequel « les instituteurs ne pourront jamais rivaliser avec les curés » est une insulte aux fonctionnaires de la République qui remplissent, depuis des décennies, avec un dévouement exemplaire une belle et grande mission de service public.

Le Parti Socialiste rappelle que la laïcité est d'abord la protection d'une liberté individuelle fondamentale, la liberté de conscience et qu'elle seule peut fonder un espace républicain soustrait à l'empire des dogmes, où les citoyens peuvent débattre de l'intérêt général.

Cette valeur de liberté n'a pas plus besoin de qualificatif réducteur que les valeurs de la République portées aux frontons de nos édifices publics.

Le Parti Socialiste s'engage, face aux menaces qui existent, à se mobiliser pour défendre la loi de 1905 et le préambule de la Constitution de 1946.

NON aux franchises médicales !

Depuis le 1er janvier de cette année, elles ont été mises en place avec un grand nombre de déremboursements de médicaments. Nous voyons de plus en plus le côté concret de ces prélèvements qui sont faits sur les malades ou ceux qui ont besoin de médicaments et qui n'ont plus accès à notre système de soins. De plus en plus de personnes annoncent qu'elles ne pourront plus se soigner et portent ce débat sur la place publique. Nous constatons que des situations de plus en plus critiques se créent partout pour nos malades. Les personnes âgées sont également confrontées à des choix sur la question de l'accès à la santé.

Le Parti Socialiste demandent l'abrogation de ces franchises médicales injustes socialement et inefficaces économiquement.